

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2016)
Heft: 2125

Artikel: Commerce international et réfugiés, les contradictions d'un monde globalisé : Johann Schneider-Amman à Téhéran: business et intérêts stratégiques
Autor: Fontanellaz, Adrien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023427>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dans sa concision, l'argumentaire frappe juste, dénonçant le caractère illusoire de l'éventuelle création d'un fonds souverain, particulièrement inapproprié dans le cas de la Suisse.

Sauf que l'idée de cet instrument fondamentalement nuisible garde tout son pouvoir de séduction, par-delà les clivages idéologiques, comme on a pu encore le vérifier tout récemment avec les opinions concordantes émises par deux personnalités d'horizons opposés. Dans une interview

donnée au *Tages-Anzeiger*, [Stéphane Garelli](#), professeur à l'IMD, propose de financer des infrastructures, telles qu'écoles et hôpitaux, à l'aide du fonds souverain de fait – sinon de droit – domicilié à la BNS. Et voici que cette tocade, fort mal accueillie par les lecteurs du grand quotidien zurichois, reçoit l'appui de principe de [Peter Bodenmann](#) qui tient l'idée du professeur Garelli pour «une perche tendue à la gauche», en conclusion de son algarade adressée aux dirigeants du PSS, accusés d'immobilisme face à l'anémie économique présente.

Opinion contre opinion, le professeur Lambelet s'acharne à défendre les belles réserves de change de la BNS contre les convoitises des politiciens – et contre les fantaisies des professeurs et autres chroniqueurs. Dans le relatif mélange actuel de désarroi et d'activisme, les responsables de la banque centrale suisse sont appelés à tenir plus fermement que jamais le cap donné par le législateur et à éliminer l'un après l'autre les avatars d'un fonds souverain à l'helvétique.

Commerce international et réfugiés, les contradictions d'un monde globalisé

Johann Schneider-Amman à Téhéran: business et intérêts stratégiques

Invité: Adrien Fontanellaz - 07 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29444>

Entrée dans sa phase finale en [2013](#) à Genève, la négociation multilatérale en vue d'éviter le développement d'un armement nucléaire en Iran s'est conclue en [2015](#) à Vienne. Les sanctions qui frappaient cet Etat sont en voie d'être levées.

Et dans un monde où la compétition entre Etats se joue aussi dans l'obtention d'un accès privilégié à de nouveaux marchés, les contacts de haut niveau entre délégations politico-économiques occidentales et iraniennes se multiplient.

La récente [visite en Iran](#) du président de la Confédération, à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires suisses, paraît donc tout à fait opportune. Les contrats à venir seront bienvenus pour des entreprises exportatrices durement touchées par le franc fort et un contexte économique mondial largement morose.

Si, *a priori*, tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, il convient de prendre en considération une série de facteurs géopolitiques dont les effets n'épargnent pas la Suisse, dans un contexte où

une autre globalisation, celle des conflits, répond à celle plus souvent évoquée de l'économie.

S'il est de notoriété publique que, par son soutien au régime de Bachar el-Assad, l'Iran joue un rôle majeur dans la guerre civile syrienne, l'étendue de cette implication reste largement sous-estimée et prend plusieurs dimensions.

Sur le plan militaire, au nombre déjà important de conseillers de la force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique – les célèbres Pasdarans – présents

en Syrie depuis 2011, se sont ajoutés nombre de soldats issus des unités conventionnelles de cette même institution, puis, plus récemment, [des militaires issus de l'Artesh](#), l'armée régulière. Surtout, les Pasdarans organisent et synchronisent le déploiement d'un véritable conglomérat de milices [composées de chiïtes irakiens et pakistanais, mais aussi de Hazaras afghans](#) réfugiés en Iran et recrutés pour la cause, alors que les forces du Hezbollah libanais – massivement soutenu par Téhéran depuis des décennies – y jouent aussi un rôle crucial de par leur efficacité.

D'autre part, le régime syrien n'est plus en mesure de se financer directement, ce qui nécessite des injections de fonds massives de la part de Téhéran.

Sans l'intervention iranienne – comparativement bien plus importante que celle de la Russie pourtant plus souvent évoquée – le régime de Bachar el-Assad n'aurait tout simplement pas pu survivre aussi longtemps. [L'ancienne armée arabe syrienne](#) s'est par exemple fractionnée en un conglomérat de milices.

Bref, l'effort consenti par la République islamique est immense et [se chiffre en milliards de dollars](#) chaque année, et ce sans compter les lourdes pertes subies par ses combattants.

De plus, la même force Al-Quods reste un acteur central sur la scène irakienne, car elle soutient [nombre de milices chiïtes locales](#) capables de mobiliser un nombre d'hommes comparable à celui de l'armée irakienne.

Outre des motifs d'ordre géopolitique, cette implication de la République islamique inclut aussi une dimension politico-religieuse spécifique – les combattants chiïtes ne se battent pas en Syrie au nom du baasisme ou de Bachar el-Assad mais, entre autres, pour la défense de lieux saints du chiïsme. Bien entendu, les exactions commises tant par le régime syrien que par les milices chiïtes irakiennes ne font que renforcer la propagande manichéenne caractéristique du Groupe Etat islamique.

Ces interventions iraniennes contribuent à prolonger et à envenimer des conflits enchevêtrés dont l'une des

conséquences est un flot croissant de réfugiés. Nombre de ceux-ci cherchent le salut en émigrant vers l'Europe et l'actualité récente montre à l'envi que cette vague migratoire a des conséquences politiques majeures dans les pays européens concernés, parmi lesquels figure la Suisse. Il est prévisible que des conséquences économiques suivront.

Des investissements dans l'économie iranienne – aussi justifiables soient-ils à d'autres égards – ne peuvent que contribuer à financer les aventures militaires du régime des mollahs, et ce d'autant plus que les Pasdarans sont [aussi un acteur majeur de cette économie](#) du fait de la myriade d'entreprises qu'ils contrôlent.

Il ne fait aucun doute que cette contradiction entre intérêts économiques suisses de court et de long terme ne peut être résolue par des réponses simplistes. Mais elle mérite d'être soulignée, et ce d'autant plus qu'elle s'ajoute à une autre question régulièrement soulevée: celle de la pertinence des échanges économiques avec des régimes politiques qui violent notoirement les droits de l'homme.